BEAUVAU DE LA SÉCURITÉ: PRÉSENCE MAIS EXIGENCE



scsi-pn.fr janvier 2021



Les constats effectués par Gérald Darmanin le 30 novembre 2020 à l'Assemblée nationale correspondent pour beaucoup à des revendications de longue date du SCSI. Ils appellent désormais des réponses concrètes. Le poids de la technostructure du ministère de l'Intérieur a trop longtemps retardé les évolutions nécessaires et l'impulsion des autorités sera indispensable pour dépasser les conservatismes. L'attente des policiers est aussi forte que leur scepticisme quant aux résultats concrets du

« Beauvau de la sécurité », souvent perçu comme une nouvelle grand-messe politico-médiatique. C'est donc dans un état d'esprit constructif mais exigeant que notre organisation portera la voix des officiers et commissaires dans les débats.

DES RÉFORMES STRUCTURELLES AMBITIEUSES S'IMPOSENT

Nous avons fait part au ministre en décembre 2020 des priorités du SCSI:

- Unification de l'encadrement supérieur de la police nationale par le rapprochement des officiers et des commissaires
- Création d'une véritable Académie de police assurant sur un même site la formation des cadres (initiale et continue) et associant l'ensemble des corps
- Création de deux réserves, opérationnelle et citoyenne, pour la police
- Articulation opérationnelle PN/GN et parité entre les deux forces
- Amélioration du recrutement et de l'attractivité des métiers de la sécurité intérieure
- Revalorisation de la filière judiciaire, simplification de la procédure et effectivité de la réponse pénale
- Réflexion sur l'attractivité géographique et fonctionnelle des postes (fidélisation, secteur difficile...)
- Respect du protocole de 2016 : protection sociale complémentaire, gratuité des transports, amélioration de la protection fonctionnelle



LES CADRES DE LA POLICE NE DOIVENT PAS ÊTRE LES OUBLIÉS!

Les officiers sont pour le moment restés à l'écart des mesures catégorielles décidées depuis le début du quinquennat. Ils attendent une véritable reconnaissance, y compris financière, de leur investissement. Cela passe notamment par la revalorisation de l'IRP de base des capitaines et commandants, l'augmentation du nombre d'IRP chef de service et poste difficile ainsi que l'alignement de la durée des échelons sur celle des commissaires de police et officiers de gendarmerie. L'ancienneté statutaire minimale pour postuler à l'avancement au grade de commandant doit aussi être enfin abaissée à 8 ans au lieu de 12 actuellement.